

# TABLE DES MATIÈRES

## 1

### **L'objectivation du calcul des contributions alimentaires : 30 années de controverse**..... 7

Pierre-André WUSTEFELD  
président de chambre et juge d'appel de la famille et de la jeunesse honoraire à la cour  
d'appel de Mons, coauteur de P.C.A.

### **Introduction**..... 8

#### Section 1

### **Bref historique**..... 9

#### Section 2

### **Les critiques les plus fréquentes**..... 10

A. La justice « presse-bouton »..... 10

B. Le faible niveau des contributions alimentaires proposées..... 10

C. Les enfants « caviar »..... 11

D. Pas de prise en compte de l'augmentation des charges découlant de la séparation..... 12

E. Pas de prise en compte de l'éventuelle remise en ménage du ou des parents..... 13

F. Le coût de la vie n'est pas le même partout..... 13

G. Le traitement fiscal des contributions alimentaires ..... 14

#### Section 3

### **L'évolution de la jurisprudence**..... 15

A. Les cours et tribunaux ..... 15

B. La Cour de cassation..... 15

#### Section 4

### **L'évolution de la législation**..... 16

A. La loi du 19 mars 2010 ..... 16

B. La loi du 21 décembre 2018..... 16

### **Conclusion**..... 16

## 2

### **La filiation en action(s) Tableaux synthétiques mis à jour au 15 août 2020**..... 19

Jehanne SOSSON

professeur à l'UCLouvain, professeur invité à l'Université Saint-Louis – Bruxelles,  
avocate au barreau de Bruxelles

<b>Présentation</b> .....	20
<b>Tableaux synthétiques</b> .....	21

## 3

### **Actualité du droit des couples non mariés** ..... 45

Alain DUELZ

avocat honoraire au barreau de Bruxelles

<b>Introduction</b> .....	46
---------------------------	----

#### Section 1

<b>Le droit de séjour du cohabitant légal étranger : comment définir la cohabitation légale ?</b> .....	47
---	----

<b>A. Généralités</b> .....	47
1. Les dispositions légales .....	47
2. Les éléments substantiels de la cohabitation légale .....	50
<b>B. Cas d'espèce dans la jurisprudence récente</b> .....	52
1. Décisions exigeant une « communauté de vie durable » .....	52
2. Décisions n'exigeant pas une « communauté de vie durable » .....	52
3. Décisions de refus au motif que la cohabitation légale a pour unique but de régulariser un séjour en Belgique .....	53
4. Décisions ne tenant pas compte du séjour illégal .....	53

#### Section 2

<b>Le cohabitant face aux créanciers de son partenaire</b> .....	54
--	----

<b>A. L'opposabilité aux tiers de la convention patrimoniale de cohabitation légale</b> .....	54
1. Rappel de la controverse .....	54
2. La loi du 10 août 2015 en matière de testaments et de contrats de mariage .....	56
<b>B. La preuve de la propriété d'un bien meuble</b> .....	57

1. Rappel des principes .....	57
2. Le nouveau droit de la preuve.....	58
<b>Section 3</b>	
<b>Le tribunal compétent pour des mesures provisoires et/ou urgentes</b> .....	59
<b>Section 4</b>	
<b>L'assistance et le secours entre cohabitants au moment de la séparation</b> .....	64
A. Encore et toujours l'obligation naturelle .....	65
B. Une obligation contractuelle? .....	67
C. Cohabitants légaux. Mesures provisoires .....	69
D. Cas d'espèce dans la jurisprudence récente .....	71
<b>Section 5</b>	
<b>La sortie d'une indivision qui a été créée volontairement</b> .....	73
A. Les données du problème.....	73
B. Prévoir une clause de résiliation .....	75
C. Nouvelles dispositions du Code civil.....	75
<b>Section 6</b>	
<b>L'enrichissement sans cause</b> .....	77
A. Généralités.....	77
1. Notion.....	77
2. Cas d'une obligation naturelle.....	78
3. Dilemme du demandeur quant à choisir le fondement de son action en remboursement.....	79
4. L'action en remboursement ne peut s'exercer que pour le passé.....	79
5. La prescription .....	80
6. La charge de la preuve.....	80
7. La réévaluation de l'appauvrissement.....	81
B. Cas d'espèce dans la jurisprudence récente .....	82
1. Enrichissement sans cause (non). Intention libérale de l'appauvri.....	82
2. Enrichissement sans cause (oui). Absence d'intention libérale de l'appauvri.....	83
3. Enrichissement sans cause (oui). Clause « Grégoire » inapplicable.....	84
4. Enrichissement sans cause (non). Contribution aux charges du ménage .....	85
5. Enrichissement sans cause (oui). Hors contribution aux charges du mariage ou sur-contribution aux charges du mariage.....	88
6. Enrichissement sans cause (oui). Prestations non rémunérées dans le commerce du conjoint.....	89

7. Enrichissement sans cause (non). Bricolages.....	89
8. Le « glissement » de patrimoine, définitif ou pas .....	89
9. Conclusion .....	92
Section 7	
<b>Droit international privé : le règlement européen du 24 juin 2016</b> .....	92
A. <b>Le champ d'application du règlement</b> .....	93
B. <b>La loi applicable aux effets patrimoniaux des partenariats enregistrés</b> .....	93
C. <b>La compétence judiciaire</b> .....	94
D. <b>La reconnaissance des décisions</b> .....	95
E. <b>La reconnaissance des actes authentiques</b> .....	95
Section 8	
<b>Varia</b> .....	95

## 4

### **Le tribunal de la famille - Aspects de droit judiciaire privé** .....

Didier PIRE

maître de conférences à l'ULiège, avocat au barreau de Liège

<b>Introduction</b> .....	102
Section 1	
<b>Compétence matérielle</b> .....	102
A. <b>Mariage et divorce</b> .....	102
B. <b>Cohabitation légale</b> .....	102
C. <b>Les concubins ou cohabitants de fait : incompétence limitée du tribunal de la famille</b> .....	103
1. Un choix politique discutable validé par la Cour constitutionnelle .....	103
2. Quel juge pour les cohabitants de fait? .....	108
D. <b>Filiation</b> .....	109
E. <b>Nationalité</b> .....	110
F. <b>Rectification et annulation des actes de l'état civil</b> .....	111
G. <b>Mesures urgentes</b> .....	111
H. <b>Enfants</b> .....	111

I. <b>Aliments</b> .....	113
J. <b>Droit patrimonial de la famille</b> .....	114
K. <b>Allocations familiales</b> .....	114
L. <b>Appel en matière de protection de la personne des malades mentaux</b> .....	115
M. <b>Compétences diverses</b> .....	115
N. <b>Changements de noms et prénoms</b> .....	115
O. <b>Connexité, litispendance et demandes reconventionnelles</b> .....	116
P. <b>Référé présidentiel</b> .....	117
 Section 2	
<b>Compétence territoriale</b> .....	119
A. <b>Affaires anciennes</b> .....	119
B. <b>Affaires nouvelles – Première hypothèse : la demande est relative uniquement ou notamment « à l'autorité parentale, l'hébergement et les obligations alimentaires à l'égard d'un enfant mineur »</b> .....	120
C. <b>Affaires nouvelles – Seconde hypothèse : la demande ne porte ni sur l'autorité parentale, ni sur l'hébergement ni sur les obligations alimentaires à l'égard d'un enfant mineur</b> .....	123
1. Pension alimentaire hors litige avec enfants.....	123
2. Règles spéciales.....	124
3. Compétence en matière de filiation.....	124
4. Prohibition à mariage.....	125
5. Changement de noms et prénoms.....	125
6. Autres demandes.....	126
D. <b>Divorce par consentement mutuel</b> .....	126
E. <b>Convention contraire des parties – Règle impérative</b> .....	127
F. <b>Dérogation judiciaire</b> .....	128
1. Renvoi dans l'intérêt de l'enfant.....	128
2. Conservation du dossier dans l'intérêt de l'enfant?.....	129
G. <b>Règles d'ordre public</b> .....	131
 Section 3	
<b>Procédure</b> .....	132
A. <b>Titulaires des actions</b> .....	132
B. <b>Délai d'introduction des recours</b> .....	134
C. <b>Introduction de la demande – Citation ou requête</b> .....	135
D. <b>Demandes formées par conclusions</b> .....	136
E. <b>Recours à l'article 19, alinéa 3, dans la procédure de liquidation-partage</b> .....	138

F. <b>Le dossier familial</b> .....	140
G. <b>Médiation et conciliation</b> .....	142
1. Généralités .....	142
2. Chambre de règlement à l'amiable .....	143
3. Autres incitants .....	145
H. <b>Comparution des parties</b> .....	146
I. <b>Les mesures urgentes</b> .....	147
1. Urgence invoquée et urgence réputée .....	147
2. Mesures provisoires .....	149
J. <b>Mesures d'instruction</b> .....	152
K. <b>Saisine permanente</b> .....	154
L. <b>Les éléments nouveaux</b> .....	155
M. <b>Abus du droit de conclure – Abus de procédure</b> .....	157
N. <b>Difficultés d'application entraînées par une interprétation <i>a contrario</i> injustifiée</b> .....	158
O. <b>Audition des mineurs</b> .....	159
1. Généralités .....	159
2. Mineurs de moins de 12 ans .....	159
3. Mineur de 12 ans et plus .....	160
4. Exception : audition précédente .....	161
5. Audition proprement dite .....	162
6. Rapport du juge .....	163
7. Valeur du rapport .....	164
P. <b>Caractère d'ordre public – Juge statuant par défaut</b> .....	164
Q. <b>Notification des décisions ?</b> .....	165
R. <b>Exécution provisoire</b> .....	166
S. <b>Opposition aux jugements rendus par défaut</b> .....	167
T. <b>Appel différé des jugements avant dire droit</b> .....	168
U. <b>Effet dévolutif de l'appel</b> .....	170
 Section 4	
<b>Effets des décisions du tribunal de la famille</b> .....	171
A. <b>Effet des décisions prises par le juge des mesures urgentes sur la liquidation-partage</b> .....	171
B. <b>Effet dans le temps des décisions prises par le juge des mesures urgentes quant aux biens des époux</b> .....	172
C. <b>Effets des décisions en matière de cohabitation légale</b> .....	173

## 5

## Aperçu du nouveau régime wallon des prestations familiales ..... 175

Quentin DETIENNE  
professeur à l'ULiège

Adrien FARCY  
assistant à l'ULiège

### Introduction ..... 176

#### Section 1

### Le financement des prestations familiales après la sixième réforme de l'État ..... 177

#### Section 2

### Le régime des prestations familiales de la Région wallonne ..... 179

#### A. Droit transitoire : la législation fédérale continuera de s'appliquer encore longtemps ..... 181

#### B. Les conditions pour être bénéficiaire de prestations familiales ..... 182

1. De la naissance à l'âge de 18 ans (ou de 21 ans pour le supplément aux enfants  
atteints d'un handicap) : domicile et nationalité ..... 183

2. De 18 ans à 21 ans : absence d'activité lucrative ou de perception d'une prestation  
de sécurité sociale ..... 184

3. De 21 ans à 25 ans : études, stage ou formation diplômante ..... 185

#### C. La détermination de l'allocataire des prestations familiales ..... 187

#### D. Les prestations familiales et leur montant ..... 189

1. La prime de naissance ou d'adoption ..... 190

2. L'allocation mensuelle ..... 191

3. Le supplément d'âge annuel ..... 198

#### E. L'organisation administrative des prestations familiales wallonnes ..... 198

1. Bref regard en arrière ..... 198

2. Le nouveau circuit de paiement wallon ..... 199

#### F. Contentieux et prescription ..... 201

#### Section 3

### Le régime des prestations familiales en Région bruxelloise ..... 202

#### A. Le droit transitoire ..... 202

B. Les conditions pour être bénéficiaire de prestations familiales .....	202
C. La détermination de l'allocataire des prestations familiales .....	205
D. Les prestations familiales et leur montant.....	205
1. Les allocations de naissance et d'adoption.....	205
2. L'allocation mensuelle.....	206
3. Le supplément d'âge annuel .....	209
E. L'organisation administrative des prestations familiales bruxelloises.....	209
F. Contentieux et prescription .....	209
Section 4	
<b>En bref, le régime des prestations familiales en Région flamande</b> .....	210
A. Les allocations familiales proprement dites .....	210
B. Les allocations de participation sélectives .....	211
C. Les autres allocations.....	212
D. Le circuit de paiement .....	212
Section 5	
<b>En bref, le régime des prestations familiales en Communauté germanophone</b> .....	212
<b>Conclusion</b> .....	213



## Titres parus dans le cadre de la Commission Université-Palais (CUP)

Les ouvrages édités depuis 2017 sont disponibles à la vente chez Anthemis :  
tél. : +32 (0)10 42 02 90 – fax: +32 (0)10 40 21 84 – e-mail : commande@anthemis.be.

<b>Mai 2020 (vol. 198)</b>	Les rapports entre responsabilité contractuelle et responsabilité extracontractuelle (246 pages)
<b>Avril 2020 (vol. 197)</b>	Actualités du contentieux administratif (354 pages)
<b>Mars 2020 (vol. 196)</b>	Responsabilités professionnelles (322 pages)
<b>Février 2020 (vol. 195)</b>	Le Règlement général sur la protection des données (R.G.P.D./G.D.P.R.) : premières applications et analyse sectorielle (328 pages)
<b>Décembre 2019 (vol. 194)</b>	Actualités de droit pénal et de procédure pénale (532 pages)
<b>Novembre 2019 (vol. 193)</b>	La réforme du droit de la preuve (302 pages)
<b>Octobre 2019 (vol. 192)</b>	Biens, propriété et copropriété : controverses et réformes (252 pages)
<b>Septembre 2019 (vol. 191)</b>	Casus de droit social (184 pages)
<b>Mai 2019 (vol. 190)</b>	Les réformes du droit économique : premières applications (262 pages)
<b>Avril 2019 (vol. 189)</b>	Libéralités et successions (540 pages)
<b>Mars 2019 (vol. 188)</b>	La transparence : une obligation ou un atout pour l'avocat ? (160 pages)
<b>Février 2019 (vol. 187)</b>	Enjeux et défis juridiques de l'économie de plateforme (252 pages)
<b>Décembre 2018 (vol. 186)</b>	Le Code des sociétés et des associations (176 pages)
<b>Novembre 2018 (vol. 185)</b>	Les contrats spéciaux : développements récents (276 pages)
<b>Octobre 2018 (vol. 184)</b>	Comprendre et pratiquer le droit de la lutte contre les discriminations (234 pages)
<b>Septembre 2018 (vol. 183)</b>	Actualités en droit judiciaire : un peu de tout après six pots-pourris (424 pages)
<b>Mai 2018 (vol. 182)</b>	Actualités et innovations en droit social (402 pages)
<b>Avril 2018 (vol. 181)</b>	Métamorphoses de la subrogation (186 pages)
<b>Mars 2018 (vol. 180)</b>	Actualités du droit des personnes et des familles (262 pages)
<b>Février 2018 (vol. 179)</b>	Questions pratiques de (co)propriété, de possession et de voisinage (232 pages)
<b>Décembre 2017 (vol. 178)</b>	Modes alternatifs de règlement des conflits (178 pages)
<b>Novembre 2017 (vol. 177)</b>	Actualités en droit de la jeunesse (286 pages)
<b>Octobre 2017 (vol. 176)</b>	Les sûretés réelles mobilières (236 pages)
<b>Septembre 2017 (vol. 175)</b>	Théorie et pratique de l'expertise civile et pénale (306 pages)
<b>Juin 2017 (vol. 174)</b>	Responsabilité, indemnisation et recours (276 pages)
<b>Mai 2017 (vol. 173)</b>	L'accès à la justice (248 pages)
<b>Avril 2017 (vol. 172)</b>	Le droit fiscal en 2017 (304 pages)
<b>Février 2017 (vol. 171)</b>	Les droits du justiciable face à la justice pénale (448 pages)

Les ouvrages édités entre 2013 et 2016 sont disponibles à la vente chez Groupe Larcier:  
tél.: +32 (0)2 548 07 13 – fax: +32 (0)2 548 07 14 – e-mail: [commande@larciergroup.com](mailto:commande@larciergroup.com).

<b>Décembre 2016 (vol. 170)</b>	Crédit aux consommateurs et aux P.M.E. (444 pages)
<b>Novembre 2016 (vol. 169)</b>	Les contrats commerciaux en pratique (300 pages)
<b>Octobre 2016 (vol. 168)</b>	Théorie générale des obligations et contrats spéciaux (442 pages)
<b>Septembre 2016 (vol. 167)</b>	Actualités du droit disciplinaire (218 pages)
<b>Mai 2016 (vol. 166)</b>	Droit de la construction (260 pages)
<b>Avril 2016 (vol. 165)</b>	La protection des personnes majeures (200 pages)
<b>Mars 2016 (vol. 164)</b>	Pot-pourri I et autres actualités de droit judiciaire (386 pages)
<b>Janvier 2016 (vol. 163)</b>	Actualités de droit des familles (390 pages)
<b>Décembre 2015 (vol. 162)</b>	Droit administratif et contentieux (400 pages)
<b>Novembre 2015 (vol. 161)</b>	La vente immobilière (320 pages)
<b>Octobre 2015 (vol. 160)</b>	Actualités de droit pénal (254 pages)
<b>Septembre 2015 (vol. 159)</b>	La cession d'une entreprise en difficulté (328 pages)
<b>Mai 2015 (vol. 158)</b>	Pas de droit sans technologie (286 pages)
<b>Avril 2015 (vol. 157)</b>	Droit de la responsabilité (298 pages)
<b>Mars 2015 (vol. 156)</b>	Le Code de droit économique: principales innovations (282 pages)
<b>Février 2015 (vol. 155)</b>	Droit patrimonial des couples (210 pages)
<b>Décembre 2014 (vol. 154)</b>	Actualités en droit des assurances (270 pages)
<b>Novembre 2014 (vol. 153)</b>	Insolvabilité et garanties (198 pages)
<b>Octobre 2014 (vol. 152)</b>	Les droits réels démembreés (208 pages)
<b>Septembre 2014 (vol. 151)</b>	Droit de l'immigration et de la nationalité: fondamentaux et actualités (388 pages)
<b>Juin 2014 (vol. 150)</b>	Questions spéciales de droit social. Hommage à Michel Dumont (488 pages)
<b>Mai 2014 (vol. 149)</b>	Chronique de jurisprudence sur les causes d'extinction des obligations (2000-2013) (258 pages)
<b>Mars 2014 (vol. 148)</b>	Actualités de droit pénal et de procédure pénale (448 pages)
<b>Février 2014 (vol. 147)</b>	Actualités en droit du bail (376 pages)
<b>Décembre 2013 (vol. 146)</b>	Les droits de la défense (242 pages)
<b>Novembre 2013 (vol. 145)</b>	Actualités en droit judiciaire (430 pages)
<b>Octobre 2013 (vol. 144)</b>	Actualités de droit fiscal, anno 2013 (320 pages)
<b>Septembre 2013 (vol. 143)</b>	Chronique d'actualités en droit commercial (280 pages)
<b>Mai 2013 (vol. 142)</b>	Le dommage et sa réparation (224 pages)
<b>Avril 2013 (vol. 141)</b>	Actualités de droit des personnes et des familles (248 pages)
<b>Mars 2013 (vol. 140)</b>	Le règlement collectif de dettes (408 pages)
<b>Janvier 2013 (vol. 139)</b>	Saisir le Conseil d'État et la Cour européenne des droits de l'homme (200 pages)

**Pour les titres parus antérieurement à 2013 et leur état de disponibilité, voyez le site de la Commission Université-Palais (<https://dpc.droit.uliege.be/cup/>), sous l'onglet « Éditions ».**